

Je prétends que c'est là la ligne de conduite que ne cesse de poursuivre l'opposition libérale. Elle criblé de critiques chaque mesure présentée. Elle répète que la mesure ne règle pas ce problème-ci, qu'elle ne règle pas ce problème-là, sans se préoccuper de savoir si la mesure vise ou non à régler ces problèmes particuliers.

Pour citer certaines de leurs critiques plus précises, rappelons que l'honorable député de Kenora-Rainy-River a soutenu qu'à son avis c'était la valeur élevée de notre dollar qui empêchait nos exportations de soutenir la concurrence dans le monde. C'était là une attitude négative. Sans doute qu'il nous faut nous soucier de nos prix de revient. La question a retenu l'attention du gouvernement. C'est pourquoi il a institué un conseil national de la productivité.

Quand nous parlons des exportations de notre pays, il faut nous rappeler aussi qu'elles sont à un niveau inégalé jusqu'ici. En 1960, elles ont augmenté de 6.4 p. 100 par rapport à l'année précédente. Notre déficit commercial sur les denrées a été considérablement moins élevé que depuis plusieurs années: 116 millions en 1960 comparativement à 412 millions en 1959 et au déficit jamais égalé de 731 millions en 1956, dernière année de régime libéral.

Cela démontre aussi qu'il a été tout à fait incapable d'analyser les effets probables du budget sur notre économie parce qu'il est à peu près certain que même si ce n'est pas le gouvernement qui établit le prix extérieur du dollar, les budgets produisent un effet considérable à cet égard. Après le budget de mars dernier, la prime du dollar canadien a baissé, pour passer de 5c. à un peu plus de 2c. Une autre baisse du dollar a suivi le budget supplémentaire, de sorte qu'il est presque au pair avec le dollar américain à l'heure actuelle.

Donc, quand nous examinons la situation commerciale de notre pays, dont j'ai dit qu'elle avait atteint un niveau sans précédent, et quand nous établissons le rapport entre cette réalisation et le fait que nous avons pris les mesures qui ont causé une baisse du dollar canadien, baisse qui facilitera les choses pour nos exportateurs sur les marchés mondiaux, et quand nous considérons que le gouvernement a institué le Conseil national de la productivité pour s'assurer que notre rendement est aussi efficace que possible du point de vue de la production, quand nous considérons que le gouvernement a pris des mesures pour améliorer le financement des crédits à l'exportation, crédits qui n'étaient pas disponibles auparavant, il est certain que

toute critique de notre politique à cet égard serait une critique mal placée qui ne servirait pas les meilleurs intérêts de notre pays.

L'honorable député de Kenora-Rainy-River a poursuivi en disant qu'il ne voyait pas d'un très bon œil le déficit que nous avions. Toutefois, il n'a formulé aucune critique des causes particulières qui en étaient responsables et que le ministre des Finances avait signalées. Il n'a pas non plus proposé qu'on diminue les dépenses. En réalité, ses collègues du parti libéral ou les personnes imbues de doctrines libérales, ou les gens qui se sont réunis à Ottawa, ont été jusqu'à proposer que l'on dépense un autre milliard de dollars, non seulement sans accroître les recettes, mais en les diminuant. Ces personnes allaient réduire les impôts tout en déboursant un milliard de dollars supplémentaires. Par conséquent, toute critique au sujet du déficit devrait certes être étayée plus solidement que par les mesures ou les lignes de conduite que ces personnes-là ont prônées.

Le journal bien connu de Winnipeg, la *Free Press*,—et je ne crois pas qu'il y ait au Canada un adepte plus convaincu du parti libéral que cette publication,—n'a pas eu l'air très impressionné par ce grand organisme d'orientation du parti libéral. En tout cas, le journal a déclaré:

Le problème fondamental qui se pose aujourd'hui au Canada est tellement supérieur à tous les autres que tous propos relatifs aux réformes sociales et à de plus fortes dépenses du gouvernement semblent, à l'heure actuelle, non seulement saugrenus, mais tout à fait malhonnêtes.

Je n'irais pas jusqu'à dire que le parti a été foncièrement malhonnête, mais il a certainement recommandé une augmentation des dépenses et une réduction des impôts tout en critiquant la situation financière actuelle.

Je crois que l'une des plus étonnantes critiques formulées par l'honorable député de Kenora-Rainy-River réside dans ses lamentations au sujet des petites gens. Il a dit que «les gens paient plus d'impôts qu'auparavant». Je suis surpris qu'il ait jugé nécessaire de se mettre en frais de convaincre le citoyen moyen du Canada qu'il paie des impôts plus élevés et qu'il est maltraité par le gouvernement. Je crois en effet que le député de Kenora-Rainy-River représente une circonscription qui ressemble beaucoup à la mienne. On peut dire qu'il s'agit d'une circonscription ouvrière. Je suis porté à croire que la plupart des gens de ce comté sont des salariés. Lorsqu'ils veulent découvrir les impôts qu'ils paient,—et j'ai déjà signalé la chose à la Chambre,—ils consultent ordinairement la formule d'impôt sur le revenu, où sont imprimés un taux de taxation et une échelle d'impôts. Ils consultent cette formule pour voir ce qu'ils devront payer. Ils n'ont pas à prendre le produit